

C A N A D A
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

(Action collective)
COUR SUPÉRIEURE

No. 500-06-000531-109

« Les personnes ayant acheté, avant le 30 juin 2010, une garantie supplémentaire en se fondant sur les représentations de l'intimée, à savoir que si elles n'achetaient pas cette garantie supplémentaire et qu'un bris survenait après l'expiration de la garantie d'un an du manufacturier, elles devraient assumer le coût des réparations ou du remplacement. »

Le Groupe

et

KERFALLA TOURE

Représentant

(ci-après désignés collectivement les
« Demandeurs » ou les « Membres »)

c.

**GROUPE BMTC Inc. (BRAULT &
MARTINEAU INC.)**

Défenderesse

et

**LA PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA
PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

Intervenante

**DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN ACTION COLLECTIVE MODIFIÉE
EN DATE DU 18 DÉCEMBRE 2019**

À L'HONORABLE ANDRÉ PRÉVOST (J.C.S.), DÉSIGNÉ EN GESTION PARTICULIÈRE POUR TOUTE L'ÉTAPE DU FOND DE LA PRÉSENTE ACTION COLLECTIVE, LES DEMANDEURS EXPOSENT RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

1. Le ou vers 15 novembre 2010, Kerfalla Toure a signifié et déposé une requête pour autorisation d'exercer un recours collectif contre la Défenderesse;
2. Le 4 février 2014, les honorables François Doyon et Jacques Dufresne (j.c.a.) ont autorisé l'exercice du recours collectif contre la Défenderesse pour les personnes Membres du groupe ci-après décrit :

« Les personnes ayant acheté, avant le 30 juin 2010, une garantie supplémentaire en se fondant sur les représentations de l'intimée, à savoir que si elles n'achetaient pas cette garantie supplémentaire et qu'un bris survenait après l'expiration de la garantie d'un an du manufacturier, elles devraient assumer le coût des réparations ou du remplacement. »

3. Dans ce jugement, le statut de Représentant des Membres du groupe ci-avant désigné a été octroyé à Kerfalla Toure;
4. L'exercice de ce recours collectif a été autorisé par la Cour d'appel après que le juge en charge d'entendre le fond du présent recours collectif ait d'abord conclu en 1^{re} instance que la cause d'action n'était pas assez sérieuse pour justifier qu'une preuve au fond lui soit présentée;
5. Les questions de fait et de droit qui devront être traitées collectivement ont été identifiées comme suit :
 - (1) Les intimées ont-elles fait, avant le 30 juin 2010, de fausses représentations lorsqu'elles ont vendu des garanties supplémentaires aux membres du groupe?
 - (2) Advenant le cas, quels sont les dommages subis par les membres du groupe découlant de la faute des intimées?
 - (3) Les intimées doivent-elles être tenues de payer des dommages punitifs?
 - (4) Dans les cas applicables, le recours est-il prescrit?
6. Les conclusions qui s'y rattachent ont été identifiées comme suit :

« CONDAMNE les intimées à verser à chacun des membres de leurs groupes respectifs les dommages équivalant au coût d'achat plus taxes des garanties supplémentaires, avec intérêt au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 C.c.Q., calculés à compter de la date de signification de la requête pour autorisation d'exercer un recours collectif;

CONDAMNE les intimées à verser une somme à être déterminée pour chacune d'elles à titre de dommages punitifs fixés sur une base globale et forfaitaire, avec intérêt au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 C.c.Q., calculés à compter de la date de signification de la requête pour autorisation d'exercer un recours collectif;

ORDONNE que les dommages précités fassent l'objet d'indemnisations individuelles et d'un recouvrement collectif uniquement pour les dommages punitifs, selon les prescriptions des articles 1031 à 1040 C.p.c.;

CONDAMNE les intimées à tout autre remède approprié jugé juste et raisonnable;

LE TOUT avec dépens, incluant les frais d'experts et les frais d'avis. »

LES PARTIES

7. Le Représentant est un consommateur au sens de la *Loi sur la protection du consommateur* (ci-après « *L.p.c.* »);
8. La Défenderesse est une entreprise spécialisée dans la vente de biens mobiliers divers (meubles, électroménagers, appareils électroniques et autres) et de programmes ou services de protections et de garanties prolongées;
9. La Défenderesse est un commerçant au sens de la *L.p.c.* et ses activités sont régies entre autres par cette loi;

LES FAITS DONNANT OUVERTURE AU RECOURS DU REPRÉSENTANT

10. Le 19 décembre 2007, lors d'une visite au magasin Brault & Martineau Jean-Talon à Saint-Léonard (Montréal) dans le cadre d'une promotion de type « *Nous payons les 2 taxes* », le Représentant s'est procuré une cuisinière de marque Amana au montant de 1 179,00 \$ plus taxes, une hotte de cuisine de marque Venmar au montant de 649,05 \$ plus taxes, un réfrigérateur de marque Amana au montant de 1 599,00 \$ plus taxes, une mouleure stainless au montant de 39,00 \$ plus taxes et une trousse de nettoyage pour électroménagers stainless au montant de 29,95 \$ plus taxes, tel qu'il appert de la facture d'achat communiquée au soutien des présentes sous la cote **P-1**;
11. Sur la base des représentations et de l'insistance du vendeur de la Défenderesse, le Représentant a acheté un plan de protection additionnel (ci-après désigné « *garantie prolongée* ») au montant de 289,95 \$ plus taxes, tel qu'il appert de la facture P-1;

12. Le vendeur de la Défenderesse a notamment représenté au Représentant que s'il n'achetait pas cette garantie prolongée et qu'un bris survenait après l'expiration de la garantie d'un an du manufacturier, il devrait assumer le coût des réparations ou du remplacement des biens achetés;
13. Il ne s'agit évidemment pas du *verbatim* de cette représentation, mais bien de son essence;
14. Le Représentant a donc compris que les biens qu'il venait d'acheter à un prix élevé, et qui devaient donc être de bonne qualité, n'étaient couverts par aucune garantie après 1 an;
15. La garantie prolongée achetée par le Représentant ajoutait quatre (4) années à la garantie d'un (1) an du manufacturier;
16. Le Représentant a acquitté la totalité de la facture R-1 au moyen du plan de financement Accord D « achat par versements mensuels égaux sur 50 mois sans frais ni intérêts », à l'exception des taxes payées immédiatement, tel qu'il appert du bordereau de paiement communiqué au soutien des présentes sous la cote **P-2**;
17. [...]
18. Le Représentant communique en liasse au soutien des présentes sous la cote **P-3** des réponses et informations de la Défenderesse émanant de son site web sur les pratiques entourant les garanties supplémentaires telles qu'elles étaient encore appliquées en date du dépôt de la requête pour autorisation, ainsi qu'un exemplaire d'un dépliant distribué par la Défenderesse et exposant les termes et conditions des garanties prolongées offertes;
19. [...]
20. [...]
21. [...]
22. [...]
23. Au même titre que les dispositions applicables sur les pratiques de commerce, la garantie légale existait bien avant l'adoption des modifications à la *L.p.c.* et la Défenderesse ne pouvait s'y soustraire;
24. Par ses représentations fausses ou trompeuses, la Défenderesse a commis une faute contractuelle et une pratique de commerce interdite sanctionnées par la *L.p.c.* et le *Code civil du Québec*;
25. Contrairement aux motifs du juge Prévost contenus dans la partie de son jugement qui traite de la question des fausses représentations, l'intention d'induire en erreur qui aurait pu ou non animer le vendeur n'est d'aucune pertinence;

26. En effet, il suffit de prouver que les représentations sont objectivement fausses ou trompeuses en suivant les critères d'analyse bien circonscrits par la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Richard c. Time*;
27. Les représentations n'ont pas à être totalement fausses ou inexactes pour constituer un dol et/ou une pratique de commerce interdite au sens de la *L.p.c.*, puisqu'elles ne peuvent même pas être en partie fausses;
28. Par ailleurs, toujours en application des enseignements de l'affaire *Richard c. Time*, récemment réitérés et analysés par la Cour d'appel dans les affaires *Vidéotron c. Girard* et *Imperial Tobacco Canada ltée c. Conseil québécois sur le tabac et la santé*, le consommateur n'a pas à prouver qu'il s'est fondé sur une représentation fausse ou trompeuse pour donner ouverture aux recours et remèdes prévus à la *L.p.c.*, mais seulement que le contrat a été conclu à la suite d'une telle représentation;
29. La causalité intrinsèque à chaque individu et les motivations individuelles et personnelles ayant mené à la décision de chaque consommateur sont non seulement sans pertinence, mais n'ont pas à être prouvées;
30. [...]
31. Considérant la nature des manquements aux obligations stipulées aux articles 219, 227, 228 de la *L.p.c.*, la Défenderesse doit être tenue au paiement de dommages punitifs à l'égard du Représentant en application de l'article 272 de cette même loi;

LE GROUPE

32. Le groupe pour le compte duquel le Représentant agit présentement est décrit au paragraphe 2 de la présente requête;

LES FAITS DONNANT OUVERTURE A UN RECOURS INDIVIDUEL DE LA PART DE CHACUN DES MEMBRES DU GROUPE

33. La cause d'action et le fondement juridique du recours de chacun des Membres du groupe (ci-après désignés les « Membres ») contre la Défenderesse sont les mêmes que ceux invoqués par le Représentant;
34. En effet, les fautes contractuelles et les fausses représentations commises par la Défenderesse à l'égard des Membres sont les mêmes que celles commises à l'égard du Représentant, telles que détaillées précédemment;
35. Chacun des Membres a subi le même type de dommages que le Représentant;
36. [...]
37. [...]
38. [...]

39. Les obligations et devoirs de transparence et de bonne foi ont en effet toujours existé;
40. Quant aux Membres qui ont acheté de telles garanties prolongées après une sollicitation directe de la Défenderesse par téléphone ou autrement, ils peuvent invoquer comme arguments additionnels les dispositions applicables de la *L.p.c.* touchant le commerce itinérant et/ou les contrats conclus à distance;
41. Quant à l'absence de limite temporelle dans la description du groupe, les représentations fausses et trompeuses à la base du recours collectif ont suspendu le délai de prescription;

LES DOMMAGES

42. Compte tenu de ce qui précède, les dommages suivants peuvent être réclamés à la Défenderesse :
 - Le remboursement des montants payés à la Défenderesse pour l'achat de garanties prolongées, additionnelles et/ou supplémentaires;
 - Une somme forfaitaire à être déterminée à titre de dommages punitifs pour le manquement à une obligation que la *L.p.c.* impose à la Défenderesse en application de son article 272;

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES APPLICABLES

43. Les principales dispositions de la *L.p.c.* applicables au présent recours se lisent comme suit :

[...]

37. *Un bien qui fait l'objet d'un contrat doit être tel qu'il puisse servir à l'usage auquel il est normalement destiné.*

38. *Un bien qui fait l'objet d'un contrat doit être tel qu'il puisse servir à un usage normal pendant une durée raisonnable, eu égard à son prix, aux dispositions du contrat et aux conditions d'utilisation du bien.*

216. *Aux fins du présent titre, une représentation comprend une affirmation, un comportement ou une omission.*

219. *Aucun commerçant, fabricant ou publicitaire ne peut, par quelque moyen que ce soit, faire une représentation fausse ou trompeuse à un consommateur.*

227. *Aucun commerçant, fabricant ou publicitaire ne peut, par quelque moyen que ce soit, faire une fausse représentation concernant l'existence, la portée ou la durée d'une garantie.*

228. *Aucun commerçant, fabricant ou publicitaire ne peut, dans une représentation qu'il fait à un consommateur, passer sous silence un fait important.*

228.1. *Le commerçant doit, avant de proposer au consommateur de conclure, à titre onéreux, un contrat comprenant une garantie supplémentaire relative à un bien, l'informer oralement et par écrit, de la manière prescrite par règlement, de l'existence et du contenu de la garantie prévue aux articles 37 et 38.*

Garantie du fabricant.

Dans un tel cas, il doit également, le cas échéant, l'informer verbalement de l'existence et de la durée de la garantie du fabricant offerte gratuitement à l'égard de ce bien. À la demande du consommateur, il doit aussi l'informer verbalement de la façon pour lui de prendre connaissance de l'ensemble des autres éléments de cette garantie.

Pratique interdite.

Le commerçant qui propose à un consommateur de conclure un contrat comprenant une garantie supplémentaire relative à un bien sans lui transmettre préalablement les informations prévues au présent article est réputé passer sous silence un fait important et, par voie de conséquence, se livrer à une pratique interdite visée à l'article 228.

[...]

272. *Si le commerçant ou le fabricant manque à une obligation que lui impose la présente loi, un règlement ou un engagement volontaire souscrit en vertu de l'article 314 ou dont l'application a été étendue par un décret pris en vertu de l'article 315.1, le consommateur, sous réserve des autres recours prévus par la présente loi, peut demander, selon le cas :*

- a) *l'exécution de l'obligation;*
- b) *l'autorisation de la faire exécuter aux frais du commerçant ou du fabricant;*
- c) *la réduction de son obligation;*
- d) *la résiliation du contrat;*
- e) *la résolution du contrat; ou*
- f) *la nullité du contrat,*

sans préjudice de sa demande en dommages-intérêts dans tous les cas. Il peut également demander des dommages-intérêts punitifs.

44. Les principales dispositions pertinentes du *Règlement d'application de la Loi sur la protection du consommateur* se lisent comme suit :

25.4 *Est interdite la stipulation qui vise à exclure ou restreindre la garantie prévue aux articles 37 et 38 de la Loi.*

25.6 *Est interdite la stipulation qui vise à exclure ou limiter les droits du consommateur que lui confèrent les articles 53 et 54 de la Loi.*

45. Les principales dispositions du *Code civil du Québec* applicables au présent recours se lisent comme suit :

Art. 1400. *L'erreur vicie le consentement des parties ou de l'une d'elles lorsqu'elle porte sur la nature du contrat, sur l'objet de la prestation ou, encore, sur tout élément essentiel qui a déterminé le consentement.*

L'erreur inexcusable ne constitue pas un vice de consentement.

Art. 1401. *L'erreur d'une partie, provoquée par le dol de l'autre partie ou à la connaissance de celle-ci, vicie le consentement dans tous les cas où, sans cela, la partie n'aurait pas contracté ou aurait contracté à des conditions différentes.*

Le dol peut résulter du silence ou d'une réticence.

Art. 1407. *Celui dont le consentement est vicié a le droit de demander la nullité du contrat; en cas d'erreur provoquée par le dol, de crainte ou de lésion, il peut demander, outre la nullité, des dommages-intérêts ou encore, s'il préfère que le contrat soit maintenu, demander une réduction de son obligation équivalente aux dommages-intérêts qu'il eût été justifié de réclamer.*

INDEMNISATION ET MODES DE RECOUVREMENT

46. Les dommages compensatoires peuvent être estimés globalement pour l'ensemble des membres sur la base des informations financières qui ont été [...] obtenues de la Défenderesse et des règles de preuve applicables;
- 46.1 À la suite de l'analyse des interrogatoires au préalable, des engagements reçus et des informations transmises par la Défenderesse, les Demandeurs sont en mesure d'établir de façon suffisamment précise au sens de l'article 595 C.p.c. les dommages compensatoires réclamés pour l'ensemble des membres, soit la restitution intégrale des montants payés pour l'achat de garanties prolongées entre le 1^{er} janvier 2005 et le 30 juin 2010., tel qu'il appert des correspondance de Me Jean-Philippe Groleau datées du 17 novembre 2017 et du 13 mars 2018 communiquées sous la cote P-9 et P-10;
- 46.2 Bien que la Cour d'appel n'ait pas fixé la date de départ de la période couverte par l'action collective en raison de la nature de la cause d'action, les Demandeurs consentent néanmoins à limiter la réclamation du 1^{er} janvier 2005 au 30 juin 2010, ce qui totalise la somme de 138 143 449,00 \$ plus taxes ventilée comme suit :

<u>Périodes</u>	<u>Dommages compensatoires</u>	<u>Nombre de GP vendues</u>
<u>2005</u>	<u>22 475 763,00 \$</u>	<u>156 860</u>
<u>2006</u>	<u>22 968 558,00 \$</u>	<u>137 316</u>
<u>2007</u>	<u>22 847 822,00 \$</u>	<u>133 751</u>
<u>2008</u>	<u>23 702 107,00 \$</u>	<u>137 229</u>
<u>2009</u>	<u>23 342 360,00 \$</u>	<u>134 260</u>
<u>2010 (Janvier à juin)</u>	<u>22 806 839,00 \$</u>	<u>134 240</u>
<u>Total :</u>	<u>138 143 449,00 \$</u>	<u>833 656</u>

- 46.3 Il s'agit là de montants fiables considérant que les informations financières proviennent de la Défenderesse;
- 46.4 Le groupe final devra donc être modifié pour tenir compte de la période de réclamation débutant le 1^{er} janvier 2005;
- 46.5 Considérant la nature du manquement et la perception de revenus substantiels fondés sur des représentations fausses ou trompeuses, les Demandeurs sont justifiés de réclamer à la Défenderesse la somme globale et forfaitaire de **2 500 000,00 \$** à titre de dommages punitifs;
- 46.6 Tout comme les dommages compensatoires, les dommages punitifs doivent être versés sur la base d'un recouvrement collectif;
47. [...]
48. Un processus de [...] liquidation individuelle des réclamations pourra également être mis en place selon les balises qui seront déterminées par le tribunal;
49. La demande introductive d'instance en action collective en date du 10 mai 2019 [...] est bien fondée en faits et en droit.

POUR CES MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL :

ACCUEILLIR la demande introductive d'une action collective modifiée en date du 10 mai 2019;

CONDAMNER la Défenderesse à payer aux Demandeurs la somme de **138 143 449,00 \$** plus taxes à titre de dommages compensatoires [...], avec intérêt au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 C.c.Q., calculés à compter de la date de signification de la requête pour autorisation d'exercer un recours collectif;

CONDAMNER la Défenderesse à payer aux Demandeurs la somme de 2 500 000,00 \$ à titre de dommages exemplaires et punitifs [...], avec intérêt au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 C.c.Q., calculés à compter de la date de signification de la requête pour autorisation d'exercer un recours collectif;

ORDONNER le recouvrement collectif des dommages précités et le dépôt de la somme totale auprès d'un établissement financier exerçant son activité au Québec jusqu'à ce qu'un processus de liquidation soit déterminé par le tribunal et mis en œuvre;

ORDONNER que tous les dommages précités fassent l'objet d'une liquidation individuelle dans le cadre d'un recouvrement collectif, également pour les dommages punitifs [...] conformément aux articles 595 à 598 C.p.c.;

CONDAMNER la Défenderesse à tout autre remède approprié jugé juste et raisonnable;

LE TOUT avec dépens, incluant les frais d'experts, les frais d'administration des réclamations et les frais d'avis.

Québec, le 18 décembre 2019

BCA sr.

BGA inc.

Procureurs des Demandeurs

Sonia Tremblay

De: Sonia Tremblay
Envoyé: 18 décembre 2019 11:50
À: 'Me Jean-Philippe Groleau'; 'Me Nicholas Rodrigo'; 'Me Duchesne'; 'Jackson, Nathalie (Nathalie.Jackson@opc.gouv.qc.ca)'; 'Benoît Gamache'
Objet: Le Groupe et Kerfalla Toure c. Groupe BMTC inc. (Brault & Martineau inc.) et La Présidente de l'Office de la Protection du Consommateur - no 500-06-000531-109 - Demande introductive d'instance en action collective modifiée en date du 18 décembre 2019
Pièces jointes: DEM INTRO MOD (19-12-18) - 500-06-000531-109.pdf

NOTIFICATION PAR COURRIEL **(Art. 109 et suivants C.p.c.)**

Nature du document : Demande introductive d'instance en action collective modifiée en date du 18 décembre 2019

No de dossier de Cour : 500-06-000531-109

Noms des parties : Le Groupe et Kerfalla Toure c. Groupe BMTC inc. (Brault & Martineau inc.) et La Présidente de l'Office de la Protection du Consommateur

Expéditeur : **Me David Bourgoïn**
BGA inc.
67, rue Sainte-Ursule
Québec (Québec) G1R 4E7

Adresse courriel : dbourgoin@bga-law.com

Date : 18 décembre 2019

Destinataires : Me Jean-Philippe Groleau
Me Nick Rodrigo
jpgroleau@dwpv.com
nrodrigo@dwpv.com
Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., S.R.L.
1501, avenue McGill College, 26e étage
Montréal (Québec) H3A 3N9
Téléphones : 514 841-6583 / 514 841-6548
Télécopieur : 514 841-6499
Procureurs de la défenderesse

et

Me Geneviève Duchesne
Me Nathalie Jackson
genevieve.duchesne@opc.gouv.qc.ca
nathalie.jackson@opc.gouv.qc.ca
Allard, Renaud et associés

5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3671
Montréal (Québec) H1T 3X2
Procureurs de l'intervenante

et

Me Benoît Gamache
bgamache@cabinetbg.ca
Cabinet BG Avocat inc.
4725, boulevard Métropolitain Est , bureau 207
Saint-Léonard (Québec) H1R 0C1
Téléphone : (514) 908-7446
Télécopieur : 1-866-616-0120
Procureurs conseil des demandeurs



SONIA TREMBLAY

Adjointe de Me David Bourgoin

BGA inc. Avocat

67, Sainte-Ursule, Québec (Québec) G1R 4E7

T : 418 692-5137 • F : 418 692-5695

www.bga-law.com

AVERTISSEMENT

Ce document électronique est une communication confidentielle ne pouvant être utilisée que par le destinataire seulement. Si vous n'êtes pas le destinataire, vous êtes prié de ne pas en divulguer le contenu à quiconque, d'en aviser immédiatement l'expéditeur et de le supprimer immédiatement.

Sonia Tremblay

De: Microsoft Outlook
À: 'Me Jean-Philippe Groleau'; 'Me Nicholas Rodrigo'
Envoyé: 18 décembre 2019 11:50
Objet: Relayé : Le Groupe et Kerfalla Toure c. Groupe BMTC inc. (Brault & Martineau inc.) et La Présidente de l'Office de la Protection du Consommateur - no 500-06-000531-109 - Demande introductive d'instance en action collective modifiée en date du 18 décemb...

La remise à ces destinataires ou groupes est terminée, mais aucune notification de remise n'a été envoyée par le serveur de destination :

'Me Jean-Philippe Groleau' (jpgroleau@dwpv.com)

'Me Nicholas Rodrigo' (nrodrigo@dwpv.com)

Objet : Le Groupe et Kerfalla Toure c. Groupe BMTC inc. (Brault & Martineau inc.) et La Présidente de l'Office de la Protection du Consommateur - no 500-06-000531-109 - Demande introductive d'instance en action collective modifiée en date du 18 décembre 2019

Sonia Tremblay

De: postmaster@cabinetbg.ca
À: Benoit Gamache
Envoyé: 18 décembre 2019 11:50
Objet: Remis : Le Groupe et Kerfalla Toure c. Groupe BMTC inc. (Brault & Martineau inc.) et La Présidente de l'Office de la Protection du Consommateur - no 500-06-000531-109 - Demande introductive d'instance en action collective modifiée en date du 18 décembre...

Votre message a été remis aux destinataires suivants :

Benoit Gamache

Objet : Le Groupe et Kerfalla Toure c. Groupe BMTC inc. (Brault & Martineau inc.) et La Présidente de l'Office de la Protection du Consommateur - no 500-06-000531-109 - Demande introductive d'instance en action collective modifiée en date du 18 décembre 2019

Sonia Tremblay

De: postmaster@opc.gouv.qc.ca
À: 'Jackson, Nathalie (Nathalie.Jackson@opc.gouv.qc.ca)'; 'Me Duchesne'
Envoyé: 18 décembre 2019 11:50
Objet: Remis : Le Groupe et Kerfalla Toure c. Groupe BMTC inc. (Brault & Martineau inc.) et La Présidente de l'Office de la Protection du Consommateur - no 500-06-000531-109 - Demande introductive d'instance en action collective modifiée en date du 18 décembr...

Votre message a été remis aux destinataires suivants :

'Jackson, Nathalie (Nathalie.Jackson@opc.gouv.qc.ca)'

'Me Duchesne'

Objet : Le Groupe et Kerfalla Toure c. Groupe BMTC inc. (Brault & Martineau inc.) et La Présidente de l'Office de la Protection du Consommateur - no 500-06-000531-109 - Demande introductive d'instance en action collective modifiée en date du 18 décembre 2019

NO	500-06-000531-109
COUR	Supérieure (Action collective)
DISTRICT	Montréal
Le Groupe et KERFALLA TOURE	Demandeurs
c. GROUPE BMTC INC. (BRAULT & MARTINEAU INC.)	Défenderesse
et LA PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR	Intervenante
DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN ACTION COLLECTIVE MODIFIÉE EN DATE DU 18 DÉCEMBRE 2019	
ORIGINAL	
BB-8221	ME DAVID BOURGOIN N/☎: BGA – 0072-1
BGA INC. 67, rue Sainte-Ursule QUÉBEC (QUÉBEC) G1R 4E7 TÉLÉPHONE : (418) 692-5137 TÉLÉCOPIEUR : (418) 692-5695	